



Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones
Loi sur les services en français

RAPPORT ANNUEL

2023-2024



TABLE DES MATIÈRES

Message du ministre.....	1
Vue d'ensemble de la <i>Loi sur les services en français</i>	2
Mise en œuvre de la <i>Loi</i>	6
Activités et capacité	13
Prochaines étapes.....	39
Coordonnées.....	42

Message du ministre

En 2023-2024, nous constatons l'engagement du gouvernement à améliorer les services en français par la désignation de 21 nouveaux services en vertu du *Règlement général* de la *Loi sur les services en français*, notamment en santé et en éducation, deux domaines prioritaires pour la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard. Par ailleurs, j'ai trouvé à propos qu'on ait fait désigner ces services à l'occasion du dixième anniversaire de la *Loi*. Pour tirer parti de ce succès, j'ai l'intention de continuer à travailler avec mes collègues de toutes les institutions assujetties à la *Loi* afin de désigner dans les prochaines années des services supplémentaires dans tous les modes de prestation.



En juin 2023, j'ai eu le grand plaisir d'annoncer le lancement du Plan d'action stratégique pour l'immigration francophone. Ce plan quinquennal jette les bases d'une action concertée permettant au gouvernement de jouer un rôle positif dans un domaine crucial pour la vitalité continue de la communauté acadienne et francophone. En 2023-2024, ce plan a incité des organismes du gouvernement et de la communauté acadienne et francophone à participer à des missions de recrutement international axées sur la santé et l'éducation. Le gouvernement ira de l'avant avec d'autres activités prévues dans le plan en 2024-2025 et dans les quelques prochaines années.

Au cours de l'exercice visé par le présent rapport, le gouvernement a su renégocier l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard relative aux services dans la langue de la minorité. Au cours de ce processus, des consultations ont permis à des organisations clés de la communauté acadienne et francophone de partager de précieuses idées et perspectives avec le gouvernement. À la signature de l'entente en avril 2024, le gouvernement aura obtenu un financement supplémentaire destiné aux services en français dans la province pour 2023-2028.

Les institutions gouvernementales ont d'ailleurs veillé à ce que les Insulaires francophones aient la possibilité de partager leurs opinions en français sur un large éventail de sujets dans le cadre de plusieurs consultations publiques. Le gouvernement a voulu entendre la communauté acadienne et francophone pour aider à dessiner l'avenir de l'Île – que ce soit dans le cadre de la Stratégie de santé numérique ou des consultations prébudgétaires. Le gouvernement est aussi resté attentif à la représentation acadienne et francophone au sein des conseils d'administration de commissions et de comités consultatifs touchant à tous ses domaines d'activité.

Le Programme d'incitatifs à la formation en français a été lancé à l'automne 2023. Le programme a trois objectifs principaux, soit de renforcer la capacité bilingue dans les ministères; d'augmenter les taux d'inscription des membres de la fonction publique provinciale aux cours de français; et d'augmenter les taux d'achèvement de ces cours. En plus d'avoir eu un impact significatif sur les taux d'inscription et d'achèvement, le programme a véhiculé un message clair à l'ensemble de la fonction publique : le gouvernement valorise sa capacité à offrir des services en français et cherche à l'améliorer davantage. Compte tenu du succès du programme, on a ajouté des cours de formation en français en 2023-2024, et d'autres encore s'ajouteront en 2024-2025. Le gouvernement entend tirer parti des résultats positifs du programme en ce qui concerne la capacité des ressources humaines bilingues pour continuer à améliorer l'offre de services en français.

Bien qu'il reste du travail à faire, nous devons souligner la croissance continue de l'information en français publiée sur le site Web du gouvernement, à la fois en termes absolus et comme pourcentage de l'ensemble de l'information fournie. Outre les nouveaux services désignés, de nombreux autres services en ligne ont été rendus disponibles en français en 2023-2024, comme c'est le cas chaque année.

Ce rapport présente diverses mesures concrètes prises par le gouvernement pour améliorer les services en français. À titre d'exemple, dans le domaine de la santé des aînés, on constate une augmentation du nombre de clientes et clients inscrits pour recevoir des soins en français par du personnel bilingue grâce au nouveau programme d'offre active dans les services de soins à domicile. Je vous invite à consulter le rapport intégral pour en savoir plus.

Gilles Arseneault

Ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones

Vue d'ensemble de la *Loi sur les services en français*

La *Loi sur les services en français* est entrée en vigueur en décembre 2013. Elle concrétise l'engagement du gouvernement à soutenir la communauté acadienne et francophone et à préserver la langue française à l'Île pour les générations futures.

Le *Règlement général* énumère les 22 institutions gouvernementales assujetties à la *Loi*, décrit les services désignés et définit l'offre active des services désignés. Le tableau qui suit présente les services désignés en date du 31 mars 2024.

Institution gouvernementale	Service désigné
Ministère de l'Éducation et de la Petite enfance	Services offerts en personne à la bibliothèque publique d'Abram-Village, à la bibliothèque publique Dr.-J.-Edmond-Arsenault (Charlottetown) et à la bibliothèque publique J.-Henri-Blanchard (Summerside)
	Processus en ligne pour ce qui suit : (a) demander un prêt interbibliothèque auprès d'une bibliothèque publique; (b) suggérer un achat au Service des bibliothèques publiques; (c) demander une carte de bibliothèque publique; (d) s'inscrire pour recevoir des services de bibliothèque publique accessibles; (e) faire une demande en ligne de recommandation pour une équipe de bien-être scolaire; (f) soumettre un compliment ou une plainte concernant une équipe de bien-être scolaire; (g) demander une attestation de l'achèvement du programme de leadership pour administratrice ou administrateur scolaire de l'Î.-P.-É. ou d'une équivalence; (h) demander un brevet d'enseignement; (i) demander une vérification de l'admissibilité à faire de la suppléance; (j) demander une autorisation d'assistante ou assistant en éducation; (k) demander une certification dans le cadre de l' <i>Early Learning and Child Care Act</i> (loi sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants).
	Services d'accompagnement offerts aux éducatrices et éducateurs de la petite enfance

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Ministère de la Santé et du Mieux-être	Service d'information de télésanté – 811
	Processus en ligne pour ce qui suit : (a) s'inscrire au Programme d'emploi d'été pour étudiantes et étudiants en soins infirmiers; (b) s'inscrire comme donneur d'organes ou de tissus.
Ministère du Développement social et des Aînés	211 Î.-P.-É.
Ministère des Transports et de l'Infrastructure	Service de renseignements aux voyageuses et voyageurs – 511
	Panneaux de signalisation routière (sauf ceux d'arrêt, à messages variables, comportant des noms propres, affichant les mots «Trans Canada Highway»)
	Services offerts en personne au centre Accès Î.-P.-É., à Wellington
	Processus de demande en ligne pour une plaque d'immatriculation personnalisée
	Processus de signalement d'un problème routier ou d'un problème de circulation par courriel ou message texte
Bureau du Conseil exécutif	Processus de demande en ligne pour Contribuons à l'Î.-P.-É.

Santé Î.-P.-É.	Services d'orientation générale au Foyer Summerset
	Services d'examen de la situation financière dans le cadre du Programme de subventions pour les soins de longue durée au foyer Summerset
	Services de réception au foyer Summerset
	Soins dentaires au foyer Summerset
	Processus en ligne pour ce qui suit : (a) s'inscrire pour obtenir une ou un médecin de famille ou une infirmière praticienne ou un infirmier praticien; (b) soumettre un compliment ou une plainte; (c) demander un examen de dépistage cervical; (d) demander une trousse de dépistage du cancer colorectal à domicile; (e) demander une correction de renseignements personnels de santé; (f) demander une carte-santé; (g) demander le renouvellement d'une carte-santé; (h) faire une demande pour le programme de médicaments génériques; (i) faire une demande pour des billets d'autobus subventionnés pour des déplacements à des fins médicales hors province; (j) demander à faire du bénévolat dans un foyer de soins de longue durée.
Innovation Î.-P.-É.	Programme de partenariat culturel communautaire
Musée et Fondation du patrimoine de l'Île-du-Prince-Édouard	Tous les renseignements dans le cadre des expositions permanentes et temporaires au Musée acadien
	Tous les services offerts en personne au Musée acadien

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

On peut lire la description détaillée des services désignés dans le *Règlement général* : <https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/environnement-energie-et-action-climatique/loi-services-francais-survol>

Selon la *Loi*, les **services désignés** doivent être offerts en français ou en anglais, au choix de la personne, et être d'une qualité comparable dans les deux langues. On doit aussi en faire l'offre active pour informer la population qu'un service est disponible dans les deux langues. Les services sont désignés par le gouvernement en tenant compte des priorités de la communauté et de la capacité du gouvernement. Le processus de désignation en soi consiste à modifier le règlement.

Pour ce qui est de la **correspondance** et des **consultations publiques**, la *Loi* stipule que le gouvernement doit répondre en français, par écrit, à la correspondance reçue en français, et que lors de consultations publiques, il doit pouvoir offrir à la population l'occasion d'y participer en français.

L'application de la *Loi* et de son règlement relève du **ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones**.

Le **Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone** conseille le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones sur toute question ayant trait à cette communauté dans la province, notamment ses priorités en matière de services en français.

Chaque institution gouvernementale assujettie à la *Loi* est tenue de nommer une coordonnatrice ou un coordonnateur des services en français. Un **comité formé des coordonnatrices et coordonnateurs des services en français** facilite l'échange d'informations et aide les institutions gouvernementales à respecter leurs obligations au titre de la *Loi*. La *Loi* prévoit aussi l'élaboration de plans et de rapports annuels par les institutions gouvernementales. Ce processus permet aux institutions de planifier chaque année des actions dans le but d'améliorer leurs services en français et d'ensuite faire état de la mise en œuvre de leur plan.

Le **Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones** est responsable de l'application de la *Loi* et de son règlement. Le Secrétariat fournit également un soutien opérationnel au Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone, et préside le Comité des coordonnateurs et coordonnatrices des services en français établi en vertu de la *Loi*.

La *Loi* exige aussi que le **ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones dépose devant l'Assemblée législative un rapport annuel** décrivant les activités du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones et des institutions gouvernementales assujetties à la *Loi* (ce rapport).

Une agente ou un agent aux plaintes, nommé par le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones, est chargé de traiter, le cas échéant, les plaintes déposées en vertu de la *Loi*.

Mise en œuvre de la *Loi sur les services en français*

MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

La *Loi* exige que le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones dépose devant l'Assemblée législative un rapport annuel décrivant les activités du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones et des institutions gouvernementales assujetties à la *Loi*. Le ministre doit aussi nommer une agente ou un agent aux plaintes chargé de traiter, le cas échéant, les plaintes déposées en vertu de la *Loi*.

Le ministre joue un rôle horizontal important pour faire avancer le Plan d'action stratégique pour l'immigration francophone et améliorer l'offre de services en français dans l'ensemble du gouvernement.

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES ACADIENNES ET FRANCOPHONES

Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones conseille le gouvernement quant à la prestation de programmes et de services en français en veillant à ce que ces derniers s'alignent sur les besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone. Il appuie aussi les institutions gouvernementales lorsqu'il est question de la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard.

De plus, le Secrétariat est chargé de l'application de la *Loi sur les services en français* et de son *Règlement général*. Il doit ainsi appuyer le travail de l'agente ou l'agent aux plaines nommé en vertu de la *Loi*. Il fournit un soutien administratif au Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone et préside le Comité des coordonnatrices et coordonnateurs des services en français, en plus de siéger au Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne et d'appuyer le ministre au sein du Conseil des ministres sur la francophonie canadienne.

Le Secrétariat gère deux ententes financières, soit l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard relative aux services dans la langue de la minorité et l'Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard, qui lui permettent d'améliorer les services en français et de contribuer à la vitalité de la communauté acadienne et francophone de l'Île. En 2023-2024, une agente de programme a pourvu un nouveau poste au sein du Secrétariat afin d'offrir un meilleur contact et davantage de soutien aux institutions gouvernementales qui souhaitent entreprendre des projets visant à améliorer les services en français.

COMITÉ CONSULTATIF DE LA COMMUNAUTÉ ACADIENNE ET FRANCOPHONE

Le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone (CCCAF), qui existe depuis 1977, joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la *Loi*. Il conseille le ministre sur les priorités de la communauté acadienne et francophone de l'Île, y compris la désignation des services, la prestation des services en français et toute autre question liée à cette communauté.

Le comité se compose de dix membres, soit un membre pour chacune des six régions acadiennes et francophones (Prince-Ouest, Évangéline, Summerside-Miscouche, Rustico, Charlottetown et Kings-Est)

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

et quatre autres membres à titre particulier, y compris la présidence.

Voici la liste des membres pour 2023-2024 :

Paul D. Gallant, président

Denis Morais, région de Prince-Ouest

Imelda Arsenault, région Évangéline

Maïté Mézierre, région de Summerside-Miscouche

Michelle Pineau, région de Rustico (à compter de mai 2023)

Zain Esseghaier, région de Charlottetown

Tara McNally MacPhee, région de Kings-Est (à compter d'octobre 2023)

Alexia Riche, membre à titre particulier (à compter d'août 2023)

Jacinthe Lemire, membre à titre particulier

Jennifer Cannell, membre à titre particulier (à compter d'octobre 2023)

Un membre du comité siège au conseil d'administration du Réseau Santé en français
Île-du-Prince-Édouard.



Priorités de la communauté acadienne et francophone

Afin de bien conseiller le ministre sur les priorités de la communauté acadienne et francophone, le CCCAF a recensé les priorités pour les exercices 2023-2026 en effectuant un sondage auprès de la communauté acadienne et francophone à l'automne 2022. Les priorités suivantes ont été mises en avant pour l'exercice 2023-2024 :

- Éducation
- Petite enfance
- Santé
- Aînés
- Patrimoine et culture
- Immigration
- Justice

Le comité a également noté qu'une priorité égale devrait être accordée aux services en personne, en ligne et par téléphone. Les priorités susmentionnées resteront les mêmes pour les exercices 2024-2025 et 2025-2026. Les institutions gouvernementales s'appuient sur ces priorités pour élaborer les plans et les rapports annuels qu'elles sont tenues de préparer au titre de la *Loi*.

En 2023-2024, le CCCAF s'est réuni cinq fois comme suit :

- Deux réunions virtuelles
- Deux réunions en personne, dont l'une accueillant le ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones
- Une réunion spéciale par vidéoconférence servant à rencontrer des représentants de la Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. (SAF'île)

Lors de ces rencontres, les membres ont participé aux consultations provinciales concernant l'élaboration d'une stratégie de santé numérique et ont pu contribuer au plan stratégique du Secrétariat dans le cadre des négociations pour le renouvellement de l'Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services dans la langue de la minorité 2023-2028.

Le CCCAF a réagi positivement à la création du Plan d'action stratégique provincial en matière d'immigration francophone, dont certaines actions ont été inspirées par un rapport à ce sujet présenté par le comité au ministre responsable des Affaires acadiennes et francophones en 2022-2023. Le comité a poursuivi ses travaux sur des rapports thématiques reflétant les besoins et les défis de la communauté acadienne et francophone dans des secteurs clés, notamment les études postsecondaires et l'éducation de la petite enfance. Le comité a aussi souligné l'engagement du ministre à entamer des discussions avec les ministères responsables de ces secteurs.

COMITÉ DES COORDONNATEURS ET COORDONNATRICES DES SERVICES EN FRANÇAIS

Chaque institution gouvernementale assujettie à la *Loi* est tenue de nommer une coordonnatrice ou un coordonnateur des services en français. Au cours de l'exercice financier 2023-2024, toutes les institutions gouvernementales pouvaient compter sur les services d'une coordonnatrice ou d'un coordonnateur.

Les coordonnatrices et coordonnateurs des services en français ont pour rôle de prodiguer conseils et appui à leur institution respective en ce qui a trait aux programmes et services en français, en plus de traiter toute plainte déposée auprès de leur institution en vertu de la *Loi*. Ils jouent également un rôle clé en veillant à ce que leur institution produise les plans et rapports annuels exigés par la *Loi*.

La *Loi* prévoit également la mise en place du Comité des coordonnateurs et coordonnatrices des services en français, présidé par le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones. Comme d'habitude, le comité s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice. Les réunions se sont déroulées en mode virtuel.

Au début de l'exercice financier, le Secrétariat a collaboré avec les coordonnatrices et coordonnateurs de nombreuses institutions pour réaligner la structure de planification et de rapport sur les services en français afin de refléter les changements organisationnels découlant des élections en avril 2023.

Au cours de l'année, les membres du comité ont bénéficié d'informations détaillées et de mises à jour sur l'évolution de plusieurs initiatives et programmes nationaux, régionaux et provinciaux ayant une influence sur le développement et la prestation actuels et futurs des services en français dans la province. Il a notamment été question de la modernisation de la *Loi sur les langues officielles* du Canada, du renouvellement du Plan d'action fédéral sur les langues officielles, de la renégociation de l'Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services dans la langue de la minorité et du Programme d'incitatifs à la formation en français pour la fonction publique provinciale.

Les présentations et les discussions du comité ont surtout porté sur les meilleures pratiques, notamment en ce qui concerne l'intégration des considérations relatives à la langue française dans le processus de planification stratégique, le traitement des plaintes portées au titre de la *Loi* et la présentation de projets de financement dans le cadre de l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard relative aux services dans la langue de la minorité.

En 2023-2024, le Secrétariat a reçu l'appui des coordonnatrices et coordonnateurs pour réaliser le premier inventaire des services en français offerts par les institutions gouvernementales de l'Île-du-Prince-Édouard. Cet outil interne aidera à repérer les possibilités d'amélioration en matière de services en français tout en tenant compte des priorités de la communauté acadienne et francophone et de la capacité du gouvernement. On a déjà commencé à rencontrer les coordonnatrices et coordonnateurs pour explorer ces possibilités et soutenir la mise en œuvre d'initiatives, et ces entretiens se poursuivront en 2024-2025.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

MÉCANISME DE PLAINTES ET AGENTE OU AGENT AUX PLAINTES

Le mécanisme de plaintes prévu par la *Loi* permet aux membres du public de faire une plainte lorsque :

- un service désigné ne leur est pas fourni en français;
- la qualité d'un service désigné qui leur est fourni en français n'est pas comparable à la qualité de ce service en anglais;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas pris les mesures prévues dans le *Règlement* général pour faire savoir au public qu'un service désigné était offert en français ou en anglais, au choix de la personne;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas répondu en français à de la correspondance écrite reçue en français;
- une institution gouvernementale assujettie à la *Loi* n'a pas donné au public l'occasion de participer à une consultation publique en français.

Le mécanisme de plaintes comporte deux niveaux : la plainte est d'abord traitée par la coordonnatrice ou le coordonnateur des services en français de l'institution en question, puis transmise à l'agente ou l'agent aux plaintes si nécessaire. En 2023-2024, Julie Gilman a été nommée agente aux plaintes en vertu de la *Loi*.

En 2023-2024, une seule plainte a été déposée en vertu de la *Loi*.

Institution gouvernementale	Objet de la plainte	Résultat
Ministère des Transports et de l'Infrastructure	Indisponibilité d'un modèle particulier de plaque d'immatriculation en français dans un bureau d'Accès Î.-P.-É. (plainte soumise le 28 février 2024)	La plainte a été rejetée par l'institution parce que la disponibilité des plaques d'immatriculation en français n'est pas un service désigné. Le seul service désigné lié aux plaques d'immatriculation est le processus de demande en ligne pour une plaque personnalisée. Le ministère a répondu à la plainte en envoyant une lettre. La plainte a donné lieu à des discussions sur la logistique nécessaire pour offrir une gamme plus complète de modèles de plaques d'immatriculation en français dans tous les bureaux d'Accès Î.-P.-É.

Un document de sensibilisation au processus de plaintes demeure accessible en ligne et fait partie de la version papier du formulaire de plainte. Les plaintes peuvent être formulées en ligne ou par courriel.

PLANS ET RAPPORTS ANNUELS DES INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES

La *Loi* prévoit l'élaboration de plans et de rapports annuels par les institutions gouvernementales. Ce processus permet aux institutions de planifier chaque année des actions visant à améliorer leurs services en français et d'ensuite faire état de la mise en œuvre de leur plan.

La *Loi* demande aux institutions de fournir, dans leur plan annuel, des renseignements sur ce qui suit :

- les services, parmi ceux qu'elles offrent, qui sont prioritaires pour la communauté acadienne et francophone;
- leur capacité à offrir des services en français;
- la prestation de leurs services désignés en français, le cas échéant.

Dans leur rapport annuel, les institutions doivent également fournir des renseignements sur les plaintes qu'elles ont reçues quant au respect de la *Loi*.

Toutes les institutions gouvernementales assujetties à la *Loi* ont soumis leur plan et leur rapport pour l'exercice 2023-2024. Les points saillants de ces documents sont présentés dans la section *Activités et capacité* du présent rapport.

ENTENTES DE FINANCEMENT

Rappelons que le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones gère deux ententes : l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard relative aux services dans la langue de la minorité et l'Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard. L'Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services dans la langue de la minorité est l'un des principaux mécanismes de financement appuyant le travail administratif du Secrétariat, du CCCAF et des institutions gouvernementales dans la réalisation de projets visant à développer les services en français. L'Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Î.-P.-É., lui, est un mécanisme qui facilite le financement conjoint de projets de la communauté acadienne et francophone entre les gouvernements de l'Île-du-Prince-Édouard et du Québec.

Le plan stratégique 2018-2023 de l'Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services dans la langue de la minorité énonce trois objectifs stratégiques :

- Soutien interne aux structures administratives et optimisation des ressources;
- Soutien à l'élaboration, à la planification et à la prestation de services et de programmes publics;
- Communications et consultations avec la communauté acadienne et francophone.

Pendant qu'une nouvelle entente Canada-Î.-P.-É. était en cours de finalisation pour 2023-2028, l'entente de 2018-2023 a été prolongée d'un an pour couvrir l'exercice visé par le présent rapport.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

En 2023-2024, l'entente a encadré deux investissements de 1 351 994 \$ du gouvernement du Canada et du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard respectivement. Neuf projets et 21 postes désignés bilingues ont ainsi été financés. Ces fonds ont appuyé l'amélioration des soutiens communautaires en français en matière de droits de la personne, la promotion internationale de l'Île-du-Prince-Édouard comme destination d'immigration pour les professionnelles et professionnels de la santé et les éducatrices et éducateurs de la petite enfance francophones, ainsi que le renforcement continu de la capacité des soins à domicile en français, entre autres.

L'Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services dans la langue de la minorité pour 2023-2024 à 2027-2028 sera signée au début avril 2024.

L'Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Î.-P.-É. facilite le financement de projets de la communauté acadienne et francophone, plus particulièrement dans les secteurs prioritaires suivants : la petite enfance, l'immigration francophone, le tourisme, la jeunesse, l'éducation et la culture. Ces projets, cofinancés par les gouvernements du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard, contribuent à la promotion, au développement et à la vitalité de la langue française et de la culture francophone à l'île.

Le plus récent Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Î.-P.-É. couvrait la période 2017-2018 à 2021-2022 et a pris fin le 31 mars 2022. Les gouvernements de l'Île et du Québec ont néanmoins continué à traiter et à financer des projets présentés dans le cadre de l'accord en 2023-2024, tout en se préparant à négocier son renouvellement.

Deux organismes ont proposé des projets dans le cadre de l'accord de financement :

- Le projet Échanges de mélodies Î.-P.-É.-Québec de la Fédération culturelle de l'Î.-P.-É. a reçu une subvention de 10 000 \$.
- L'Association des Francophones de l'âge d'or de l'Î.-P.-É. a également soumis un projet, mais ce dernier a dû être retiré, car l'ouragan Lee a fait obstacle au voyage prévu. Le projet pourrait être présenté de nouveau à une date ultérieure.



Activités et capacité

NOUVEAUX SERVICES DÉSIGNÉS

Le tableau des services désignés présenté aux pages deux à quatre du présent rapport comprend les 21 nouveaux services en français que l'on a désignés en 2023-2024. La liste combinée des 40 services désignés existants et nouveaux incluse dans le *Règlement général* de la *Loi* a été révisée pour en améliorer la présentation. Le *Règlement général* ainsi modifié a été promulgué en janvier 2024.

Voici les 21 nouveaux services en français désignés en 2023-2024 :

Santé Î.-P.-É. – Dix services

Processus en ligne pour ce qui suit :

- s'inscrire en ligne pour obtenir une ou un médecin de famille ou une infirmière praticienne ou un infirmier praticien;
- soumettre un compliment ou une plainte;
- demander un examen de dépistage cervical;
- demander une trousse de dépistage du cancer colorectal à domicile;
- demander une correction de renseignements personnels de santé;
- demander une carte-santé;
- demander le renouvellement d'une carte-santé;
- faire une demande pour le programme de médicaments génériques;
- faire une demande pour des billets d'autobus subventionnés pour des déplacements à des fins médicales hors province;
- demander à faire du bénévolat dans un foyer de soins de longue durée.

Ministère de l'Éducation et de la Petite enfance – Sept services

Processus en ligne pour ce qui suit :

- faire une demande en ligne de recommandation pour une équipe de bien-être scolaire;
- soumettre un compliment ou une plainte concernant une équipe de bien-être scolaire;
- demander une attestation de l'achèvement du programme de leadership pour administratrice ou administrateur scolaire de l'Î.-P.-É. ou d'une équivalence;
- demander un brevet d'enseignement;
- demander une vérification de l'admissibilité à faire de la suppléance;
- demander une autorisation d'assistante ou d'assistant en éducation;
- demander une certification dans le cadre de l'*Early Learning and Child Care Act* (loi sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants).

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Ministère de la Santé et du Mieux-être – Deux services

Processus en ligne pour ce qui suit :

- s’inscrire au Programme d’emploi d’été pour étudiantes et étudiants en soins infirmiers;
- s’inscrire comme donneur d’organes ou de tissus.

Ministère des Transports et de l’Infrastructure – Deux services

- Processus de demande en ligne pour une plaque d’immatriculation personnalisée
- Processus de signalement d’un problème routier ou d’un problème de circulation par courriel ou message texte

POINTS SAILLANTS DES INITIATIVES ET ACTIVITÉS DES INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES

Le tableau qui suit présente certaines des activités et initiatives entreprises par les institutions assujetties à la *Loi sur les services en français* pour mettre en œuvre la *Loi* et offrir des programmes et services en français.

Institution gouvernementale	Points saillants
Agriculture	<ul style="list-style-type: none">• Le Ministère a tenu une consultation publique concernant la loi proposée sur les propriétaires de chiens, la <i>Dog Owners Act</i>, en août 2023. Un résumé des modifications proposées a été fourni en ligne en anglais et en français. Les membres du public pouvaient soumettre leurs commentaires en anglais ou en français, par écrit ou par courriel.• Les résultats de tous les échantillons soumis aux Laboratoires d’analyse de l’Î.P.-É. à l’aide d’un formulaire en français (disponible en ligne) sont rapportés aux clientes et clients en français. Le système du service a la capacité de fournir des rapports d’essai, des factures et des courriels en français.• Les pages Web et services en ligne suivants ont été traduits en français en 2023-2024 :<ul style="list-style-type: none">○ Plans agroenvironnementaux https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/agriculture-et-terres/plans-agroenvironnementaux○ Programme Parlons aux fermiers https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/agriculture/programme-parlons-aux-fermiers○ Antimicrobiens exigeant une ordonnance vétérinaire https://authoringweb.gpei.ca/fr/publication/antimicrobiens-exigeant-ordonnance-veterinaire○ Instructions pour l’échantillonnage de l’analyse de santé des sols https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/agriculture/instructions-lechantillonnage-lanalyse-sante-sols

**Développement
économique,
Innovation et
Commerce**

- Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones (SAAF), qui fait maintenant partie de ce ministère, a collaboré avec le Réseau intergouvernemental de la francophonie canadienne pour créer un webinaire sur l'insécurité linguistique. Ce dernier a été offert aux fonctionnaires de l'Île et dans le reste du pays en mars 2024, à l'occasion du Mois de la francophonie.
- Au cours de l'année, le SAAF a organisé des rencontres individuelles avec des représentants d'organismes communautaires acadiens et francophones afin d'appuyer le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone (CCCAF) dans sa recherche sur les besoins et les priorités de la communauté dans les secteurs de l'immigration francophone, de l'éducation postsecondaire et de l'éducation de la petite enfance en français.
- Le SAAF a consulté le CCCAF et la SAF'Île dans le cadre du renouvellement de l'Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services dans la langue de la minorité.
- Le 8 juin 2023, le gouvernement a annoncé le Plan d'action stratégique pour l'immigration francophone. Ce dernier vise à répondre aux besoins identifiés par la communauté acadienne et francophone en ce qui a trait à l'immigration francophone comme moyen de maintenir la vitalité de la communauté.
- Après avoir mis sur pied un inventaire des services en français, le SAAF a rencontré un certain nombre d'institutions assujetties à la *Loi* afin d'explorer de nouvelles initiatives en matière de services en français et les moyens d'appuyer leur mise en œuvre dans le cadre de l'Entente Canada-Î.-P.-É.



Éducation et Petite enfance

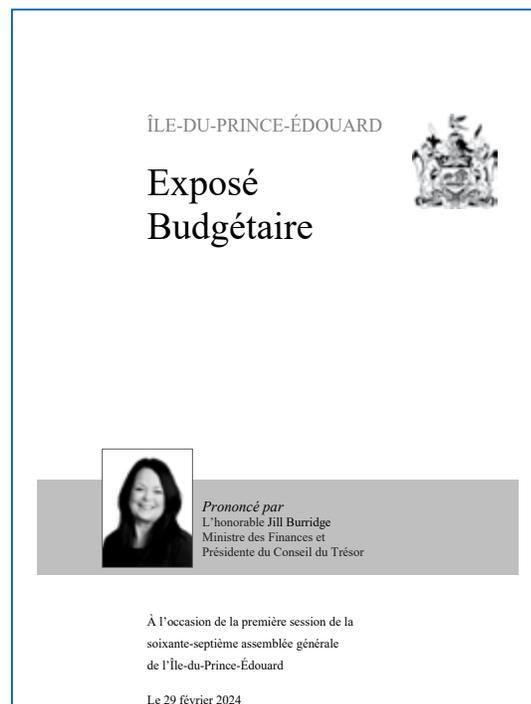
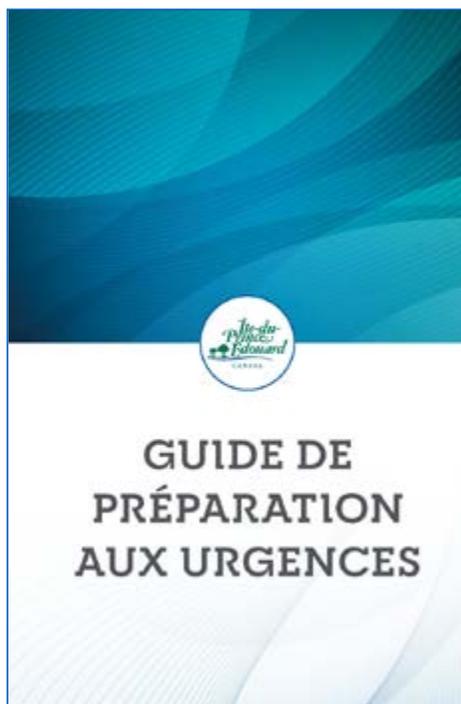
- En 2023-2024, le ministère de l'Éducation et de la Petite enfance a pu faire désigner les services en français suivants dans le *Règlement général* de la Loi.
 - faire une demande en ligne de recommandation pour une équipe de bien-être scolaire;
 - soumettre un compliment ou une plainte concernant une équipe de bien-être scolaire;
 - demander une attestation de l'achèvement du programme de leadership pour administratrice ou administrateur scolaire de l'Î.-P.-É. ou d'une équivalence;
 - demander un brevet d'enseignement;
 - demander une vérification de l'admissibilité à faire de la suppléance;
 - demander une autorisation d'assistante ou d'assistant en éducation;
 - demander une certification dans le cadre de l'*Early Learning and Child Care Act* (loi sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants).
- Le Ministère a accordé des bourses d'études à des personnes travaillant dans des services de garde agréés pour leur permettre de suivre des cours postsecondaires sur les soins et l'éducation de la petite enfance, y compris des cours offerts en français.
- Le site Web de Petite enfance Î.-P.-É. est maintenant offert en anglais et en français.
<https://earlyyearspei.princeedwardisland.ca>
<https://earlyyearspei.princeedwardisland.ca/accueil>
- Les écoles de la DEPLA et de la CSLF ont profité de plusieurs programmes culturels promouvant la langue française et la culture acadienne et francophone (p. ex. ateliers de chant, vitrines musicales, ateliers/jeux d'improvisation, etc.).
- Les bibliothèques de la province ont collaboré avec les centres communautaires et organismes régionaux francophones pour inclure le développement de la langue française et de la culture francophone dans leurs programmes et activités. Les Rendez-vous de la Francophonie, le Salon du livre et la Fête des Acadiens et Acadiennes en sont quelques exemples.
- Le Service des bibliothèques publiques a publié un sondage en ligne en anglais et en français au début de 2024 afin de recueillir les commentaires du public sur les services de bibliothèque. Le sondage a été promu dans les médias francophones, notamment *La Voix acadienne*, afin d'accroître la participation des francophones.
- En 2023-2024, on a mis à jour le catalogue en ligne du Service des bibliothèques publiques pour en faire une plateforme plus conviviale. Tous les en-têtes et les étiquettes du catalogue sont disponibles en français. https://pei.ent.sirsidynix.net/client/fr_CA/default/
- Le Service des bibliothèques publiques a ajouté une section en français sur Overdrive, sa plateforme de prêt de livres électroniques et de livres audio, afin d'accorder une meilleure visibilité aux ouvrages en français et d'en améliorer l'accès. <https://peipls.overdrive.com/library/french>
- En 2023-2024, le Ministère a publié 66 communiqués et articles vedette, tous en anglais et en français.
- On a créé des vidéos dans les deux langues pour promouvoir la Semaine de la prévention de la violence familiale. https://www.youtube.com/watch?v=3TPIEU4_WIU
- Dans le cadre de l'entente relative aux langues officielles dans l'enseignement, le Ministère a été en mesure de fournir un financement du gouvernement fédéral aux deux autorités scolaires de l'Île pour soutenir leurs efforts de recrutement international et de maintien en poste. Des membres du personnel de la CSLF se sont rendus à l'étranger en avril et mai 2023 pour recruter des enseignantes et enseignants de français.
- Le Ministère a collaboré avec la Fédération des parents de l'Île-du-Prince-Édouard pour ajouter des trousseaux sur la diversité en anglais et en français à la collection des bibliothèques. Ces trousseaux sont conçus pour les parents, les enseignantes et enseignants, les éducatrices et éducateurs et les enfants de 0 à 12 ans. Elles contiennent des outils et des ressources sur divers thèmes liés à la diversité, comme le racisme, les handicaps, les religions, la diversité familiale, la diversité des genres ainsi que la sexualité et la diversité sexuelle. N'importe qui peut emprunter ces trousseaux au moyen d'une carte de bibliothèque de l'Île-du-Prince-Édouard.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

<p>Environnement, Énergie et Action climatique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La Commission des forêts a conservé sa représentation bilingue. • Les deux premiers rapports provisoires de la Commission des forêts comportent des résumés en français, publiés sur le site Web du Ministère. • La Stratégie énergétique de l'Î.-P.-É. a fait l'objet de consultations publiques à l'été 2023, dont deux avec des services d'interprétation en français. Le contenu Web traitant du processus a aussi été traduit en français. • La page Web sur l'évaluation des risques côtiers a été traduite en français, tout comme celles sur les incitatifs pour les véhicules et vélos électriques. L'information sur les analyses de l'eau des Laboratoires d'analyse de l'Î.-P.-É. est également disponible en français en ligne. • Un poste de conseillère ou conseiller en matière de solutions énergétiques est désigné bilingue au sein d'Efficacité Î.-P.-É. pour fournir des conseils et de l'aide au public en anglais et en français.
<p>Bureau du Conseil exécutif</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un nouveau formulaire de Contribuons à l'Î.-P.-É. constitue une option en ligne pratique pour les membres du public qui souhaitent poser leur candidature afin de siéger à quelconque organisme, commission ou conseil provincial. La page Web a été traduite en français afin que les Insulaires francophones puissent aussi accéder au formulaire. • Le processus de candidature de Contribuons à l'Î.-P.-É. a été mis à niveau : <ul style="list-style-type: none"> ○ Nouveau logiciel pour la soumission des demandes et la gestion des dossiers ○ Nouveau formulaire de candidature au langage plus inclusif, disponible en anglais et en français • Les communiqués et autres activités promotionnelles portant sur Contribuons à l'Î.-P.-É. et d'autres initiatives ont été publiés en anglais et en français. Le matériel promotionnel comprenait également des liens vers la page Web correspondante en français.
<p>Finances</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de ses consultations prébudgétaires, le Ministère a publié un sondage en ligne et accepté des commentaires écrits en anglais et en français. On a répondu en français à tous les courriels reçus en français. Des services d'interprétation simultanée en français ont été proposés lors des deux consultations prébudgétaires virtuelles tenues en décembre 2023. L'information a été diffusée au public au moyen d'un communiqué, des médias sociaux et de la page Web sur les consultations prébudgétaires. On a aussi fait parvenir le communiqué contenant les détails des consultations par courriel à des organismes de la communauté acadienne et francophone. • Le Ministère continue de faire traduire toutes ses nouvelles pages Web en français. Parmi les nouvelles pages Web publiées en anglais et en français, mentionnons Nommer ou renommer un lieu à l'Î.-P.-É. et Comité consultatif de toponymie. • On a contacté des organismes de la communauté acadienne et francophone dans le cadre du recrutement de membres pour le Comité consultatif de toponymie. • Tous les courriels de la part des Services partagés en technologies de l'information à la CSLF sont envoyés en français. • La plupart des formulaires publics du Ministère sont maintenant publiés en anglais et en français sur son site Web. Le travail se poursuivra en 2024-2025 pour faire traduire les formulaires restants. • Le Bureau numérique Web continue d'envisager des moyens d'améliorer la capacité à offrir de l'information en français sur le site Web du gouvernement.

Pêches, Tourisme, Sport et Culture

- Tourisme Î.-P.-É. a pu renforcer sa capacité bilingue en embauchant du personnel de soutien saisonnier supplémentaire dans le cadre de programmes d'embauche estivale et saisonnière. Tout est mis en œuvre pour veiller à ce que le plus grand nombre possible d'étudiantes et étudiants embauchés ont la capacité de parler français.
- On a repéré des textes à faire traduire en français sur le site Web des Lieux patrimoniaux de l'Île-du-Prince-Édouard, soit ceux qui traitent de biens patrimoniaux situés dans les communautés acadiennes ou ayant un lien avec la communauté acadienne et francophone.
- Chaque année, la Fête provinciale du patrimoine pour les élèves de la 5e à la 9e année encourage la participation des élèves dont le français est la langue maternelle et des élèves en immersion. Des prix et récompenses sont offerts pour les meilleurs projets présentés en français, y compris certains visant des thèmes liés à l'histoire de l'Acadie.
- L'archéologue provinciale a travaillé à la protection d'un site acadien dans la région de Tignish en collaborant avec une organisation acadienne, des chercheurs acadiens et un particulier acadien. L'archéologue a pu communiquer en français et prévoit de mener d'autres recherches axées sur l'histoire acadienne.
- Tourisme Î.-P.-É. entretient de solides relations de travail avec la communauté acadienne et francophone dans le cadre de diverses initiatives, dont plusieurs relèvent d'un partenariat avec l'Association touristique Acadie Î.-P.-É.
- La Division du développement rural et régional continue de veiller à ce que tous les formulaires de demande et lignes directrices de ses programmes soient disponibles en anglais et en français, tout comme les énoncés de position du Conseil des communautés rurales. Le programme Jeunes-en-conseil est également traduit, et les services sont activement offerts en anglais et en français.



Santé et Mieux-être

- Le Ministère a organisé des consultations en anglais et en français sur la Stratégie de santé numérique.
- Des travaux sont en cours pour mettre à jour le site Web « Rien que des faits » sur le cannabis. L'information sera disponible en anglais et en français.
- Les subventions pour le mieux-être continuent d'être accessibles à la communauté acadienne et francophone par le biais d'informations en ligne publiées en anglais et en français.
- Plus de 74 000 adresses résidentielles de la province ont reçu une carte postale bilingue faisant la promotion du Programme d'abandon du tabac.
- Dans le cadre de sa campagne « Respire » visant à réduire le tabagisme et le vapotage à l'Île-du-Prince-Édouard, l'Unité de promotion de la santé a créé des fiches d'information et des affiches en anglais et en français, puis a distribué ce matériel promotionnel dans toutes les écoles de la province.
- En 2023-2024, toutes les écoles de la DEPLA et de la CSLF ont participé à COMPASS, une étude sur la santé des élèves de la 7e à la 12e année. Le matériel lié à l'étude a été distribué en anglais et en français. Les rapports individuels des écoles et des autorités scolaires ainsi que le rapport provincial sont préparés dans les deux langues.
- Tous les sondages créés par l'Unité d'évaluation et de surveillance de la santé de la population recueillent désormais des données en anglais et en français et comprennent une question sur les langues parlées à la maison avec le français comme option de réponse. Ces deux changements ont été apportés afin de rendre le processus plus ouvert aux francophones et d'inclure la langue en tant que dimension de la diversité, respectivement.
- Les inspections, les consultations, les plaintes et les demandes de renseignements peuvent être effectuées en français. La Division de l'hygiène de l'environnement a aussi fait traduire plusieurs documents et fiches d'information en français.
- La Division des effectifs et du recrutement en santé a contribué à l'élaboration de la stratégie d'immigration francophone de l'Île-du-Prince-Édouard pour veiller à ce que les besoins en matière de recrutement de professionnelles et professionnels de la santé francophones soient pris en compte dans les priorités provinciales.
- La Division des effectifs et du recrutement en santé s'est efforcée de rendre ses programmes plus accessibles aux professionnelles et professionnels de la santé francophones en collaborant avec le Service de traduction pour publier de nouvelles pages Web et mettre à jour les pages existantes.

<p>Santé Î.-P.-É.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Deux nouveaux postes de préposée ou préposé bilingue de soins à domicile ont été créés. Une fois ces postes pourvus, les deux personnes retenues travailleront à deux endroits dans le comté de Prince dans le cadre d'un nouveau programme bilingue de soins à domicile de jour. • Un projet pilote visant à lutter contre l'insécurité linguistique est en cours aux foyers Summerset et Maplewood dans le but d'améliorer le niveau d'aisance du personnel à parler français et de briser la stigmatisation entourant l'évaluation volontaire des des compétences en français. Le projet pilote a permis d'organiser diverses activités, notamment des événements célébrant les Rendez-vous de la Francophonie et plusieurs dîners-conférences. • Pour tirer parti du succès du module de formation sur l'offre active destiné aux fournisseurs de soins à domicile, un module semblable est en cours d'élaboration pour le personnel des établissements de soins de longue durée. • Dix services de santé en ligne relevant de Santé Î.-P.-É. ont été désignés en vertu de la <i>Loi</i>. • Lorsque Santé Î.-P.-É. ajoute du contenu sur le Web, les informations sont publiées simultanément en anglais et en français. • Au cours de l'exercice 2023-2024, 39 nouveaux documents en français servant aux soins à domicile ont été ajoutés à la plateforme AlayaCare afin de permettre au personnel de trouver plus facilement la documentation en français. Au fur et à mesure que de nouveaux formulaires sont utilisés, ceux-ci sont envoyés au Service de traduction pour que la clientèle ait accès à une version française. • En avril 2023, Santé Î.-P.-É. a monté un kiosque d'information à Destination Acadie en France et en Belgique afin de recruter des fournisseurs de services francophones. • Seize personnes (y compris des membres du personnel et de la clientèle) ont contribué à une enquête sur la mise en œuvre des services de soins à domicile en français dans le comté de Prince. • Grâce à l'offre active des soins à domicile en français, le français a été inscrit comme langue de service préférée pour 41 clients supplémentaires dans la base de données de Santé Î.-P.-É. En outre, 13 évaluations d'accueil et 21 évaluations pour les soins à domicile ont été effectuées en français. • Santé Î.-P.-É. a achevé la première phase du Programme de reconnaissance des langues officielles visant à évaluer et à améliorer les services offerts en anglais et en français dans les domaines des soins à domicile et des soins de longue durée. Santé Î.-P.-É. travaille maintenant à la mise en œuvre de la deuxième phase du programme.
<p>Logement, Terres et Communautés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une partie des informations en ligne sur les programmes et les rénovations de logements est disponible en français. • La Division des terres tâche de faire traduire en français les formulaires de demande de permis d'aménagement et de construction. • La Division du logement prévoit de faire traduire en français la stratégie provinciale sur le logement.

<p>Commission des droits de la personne</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre d'un projet axé sur l'amélioration des soutiens communautaires en français en matière de droits de la personne, on a invité dix organismes de la communauté acadienne et francophone à une consultation écrite et à une consultation de suivi virtuelle concernant l'augmentation de la capacité en français à la Commission des droits de la personne. Ces organismes étaient les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Société acadienne et francophone de l'Î.-P.-É. • Action Femmes Î.-P.-É. • Coopérative d'intégration francophone de l'Î.-P.-É. • Association des centres de la petite enfance francophones de l'Î.-P.-É. • RDÉE Î.-P.-É. • Association des francophones de l'âge d'or de l'Î.-P.-É. • Jeunesse acadienne et francophone Î.-P.-É. • Commission scolaire de langue française • Collège de l'Île • Université de l'Île-du-Prince-Édouard, baccalauréat en éducation, français langue seconde • Le projet a été entrepris pour définir les besoins et les intérêts de la communauté acadienne et francophone de l'Île dans le domaine des droits de la personne et fournir une base pour d'autres projets visant à accroître la capacité linguistique en français au sein de la Commission des droits de la personne. • Les pages Web suivantes sont maintenant disponibles en français sur le site de la Commission : <ul style="list-style-type: none"> ○ À propos de nous ○ Notre mandat ○ À propos de vos droits ○ Processus de plainte • Des présentations éducatives sont désormais proposées en français.
<p>Innovation Î.-P.-É.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'institution continue de faire traduire progressivement le contenu de son site Web en français. On prévoit de traduire les pages Web concernant les fonds et les programmes d'aide offerts aux petites entreprises, notamment le Fonds de démarrage et l'Aide à l'exportation. • L'institution promeut ses pages Web et ses services en ligne en français sur les médias sociaux et en publiant des communiqués en anglais et en français. • Un poste d'agente ou agent bilingue permet d'offrir tous les programmes culturels en anglais et en français. • Les employées et employés qui parlent français portent la mention « FR » sur la page des coordonnées du site Web d'Innovation Î.-P.-É.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Commission de réglementation et d'appels de l'île	<ul style="list-style-type: none">• La CRAI a annoncé la possibilité pour le public de fournir des commentaires écrits en anglais ou en français concernant l'augmentation maximale de loyer permise, les demandes liées au mécanisme d'ajustement du coût de l'énergie et au tarif général de l'électricité, et l'examen des marges relatives aux produits pétroliers. La Commission a encouragé la contribution du public en faisant paraître des annonces dans les médias locaux, y compris dans la <i>La Voix acadienne</i>.• Pour la première fois dans le cadre de la nouvelle législation, on a publié en anglais et en français un document d'information et un communiqué sur l'augmentation annuelle du loyer permise pour 2024. Ces derniers ont aussi été versés dans la section du site Web de la CRAI consacrée à la location. La page d'accueil de cette section a également été traduite et fournie en français pour la première fois. La Commission compte poursuivre cette pratique à l'avenir.• Lorsque de l'information publiée en ligne est disponible en français, la CRAI fournit un lien en haut de la page Web, bien en vue, vers la page en français. Il arrive souvent qu'une page Web contienne plusieurs liens vers du contenu en français pour communiquer au public que les documents en question sont fournis en anglais et en français.
Société de gestion des déchets de l'île	<ul style="list-style-type: none">• En 2023-2024, la SGDI a entrepris un processus de planification stratégique comprenant un sondage public et une journée portes ouvertes en octobre 2023. Le sondage a été réalisé en anglais et en français.• Les guides de tri et le bulletin semestriel de la SGDI sont disponibles en français, tout comme l'application mobile Recycle Coach. Des milliers d'Insulaires se servent de l'application pour gérer leurs déchets.



Justice et Sécurité publique

- En 2023-2024, un poste de commis judiciaire a été désigné bilingue.
- Le personnel a suivi un cours de terminologie juridique en français offert par le gouvernement du Canada.
- Les projets de loi qui suivent ont fait l'objet de consultations en ligne. Les documents de consultation ont été fournis en anglais et en français, et le public a eu l'occasion de fournir des commentaires dans l'une ou l'autre de ces deux langues.
 - *Fire Safety Act* (loi sur la sécurité-incendie)
 - *An Act to Amend the Credit Unions Act* (loi modifiant la loi sur les caisses populaires)
 - *An Act to Amend the Prearranged Funeral Services Act* (loi modifiant la loi sur les préarrangements funéraires)
 - *An Act to Amend the Jury Act* (loi modifiant la loi sur les jurys)
 - *An Act to Amend the Police Act (No. 2)* (loi modifiant la loi sur la police [no 2])
 - *An Act to Amend the Opioid Damages and Health Care Costs Recovery Act* (loi modifiant la loi sur le recouvrement des coûts associés aux soins de santé et aux dommages attribuables aux opioïdes)
 - *An Act to Amend the Legal Profession Act* (loi modifiant la loi sur la profession juridique)
- On a également fait traduire les pages Web suivantes portant sur le droit de la famille.
 - <https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/child-support-guidelines-officers-and-calculating-child>
 - <https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/parenting-arrangement-assessment>
 - <https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/positive-parenting-two-homes-program>
 - <https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/victim-services>
 - <https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-de-la-securite-publique/childrens-lawyer>
 - <https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/developpement-social-et-logement/child-sexual-abuse>
 - <https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/droit-familial>
 - <https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/justice-et-securite-publique/child-support-recalculation>
- Les messages d'urgence de l'Organisation des mesures d'urgence de l'Î.-P.-É. ont aussi été diffusés en français.
- Un poste de clinicienne ou clinicien bilingue en conciliation familiale a été pourvu en juin 2023 au Centre du droit de la famille.
- Le Centre du droit de la famille collabore avec Information juridique communautaire pour mettre à la disposition du public des documents d'éducation et d'information juridiques en français, y compris des dépliants en langage simple expliquant la terminologie et les droits liés au droit de la famille.
- En juillet 2023, du matériel d'interprétation simultanée a été installé à la Cour d'appel et dans les salles d'audience 7 et 8 de la Cour provinciale à Charlottetown, ainsi qu'au palais de justice de Summerside. Ce matériel avait été installé à la Cour suprême l'année précédente.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

<p>Régie des alcools</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La Régie des alcools de l'Î.-P.-É. et la Société de gestion du cannabis de l'Î.-P.-É. publient le résumé de leurs rapports annuels en anglais et en français. • Les affiches et le matériel imprimé des campagnes sur la consommation responsable sont produits en anglais et en français.
<p>Musée et Fondation du patrimoine</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'équipe d'éducation s'affaire à créer de nouveaux programmes en français qui seront utilisés dans les écoles francophones et d'immersion française au cours de l'année scolaire 2024-2025. L'un des projets en cours est la création de jardins acadien, mi'kmaq et écossais. • Le Musée et la Fondation du patrimoine de l'Île-du-Prince-Édouard a collaboré avec le Musée des sciences et de la technologie du Canada pour créer une exposition bilingue sur l'aquaculture. Cette dernière a été bien accueillie. • Un épisode de la série vidéo <i>Island Digital Voices</i> a porté sur Albert Arsenault, célèbre violoneux, fromager et constructeur acadien de l'Île. L'épisode a été diffusé en français avec des sous-titres en anglais. • Sur la page d'accueil du site Web des Lieux historiques de l'Île-du-Prince-Édouard, les visiteurs ont la possibilité de cliquer sur « Français » pour lire de nombreuses pages en français. • <i>L'Island Magazine</i> continue d'inclure du contenu en français. Le dernier numéro renfermait un article publié dans les deux langues. • La page du Musée acadien est présentée en anglais et en français sur le site Web du Musée et de la Fondation du patrimoine. • Le Musée et la Fondation du patrimoine entretient des relations étroites avec la communauté acadienne et francophone par l'intermédiaire du Musée acadien et de l'Association du Musée acadien. Ces rapports ont permis d'attirer un plus grand nombre de visiteurs locaux au musée.

Île-du-Prince-Édouard
CANADA

*Avez-vous récemment obtenu
votre diplôme ou
l'obtiendrez-vous bientôt?*

**NOUS
EMBAUCHONS!**

BÂTIR
l'avenir

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Commission de la fonction publique

- Le Programme d'incitatifs à la formation en français a été lancé à l'automne 2023. Ce tout nouveau programme avait trois objectifs principaux : renforcer la capacité bilingue dans les ministères, augmenter les taux d'inscription de membres de la fonction publique provinciale à la formation en français, et augmenter les taux d'achèvement de ces cours.
- Grâce au programme, on rapporte :
 - une augmentation de 199 % dans la demande d'inscription aux cours de français semestriels à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard de 2022-2023 à 2023-2024;
 - un taux d'achèvement global de 91,2 % en 2023-2024 contre 56,6 % en 2022-2023 (pour les cours semestriels), l'augmentation la plus importante étant observée dans les cours de haut niveau.
- Des cours supplémentaires ont été ajoutés pour les débutants en réponse à l'augmentation des demandes d'inscription, et d'autres cours encore seront ajoutés en 2024-2025. Des licences Babbel supplémentaires ont été achetées et promues auprès des employées et employés de la fonction publique.
- Des ateliers d'une demi-journée ont été mis en place pour les niveaux intermédiaire et avancé. Divers sujets ont été abordés, notamment le service à la clientèle, la communication inclusive en français, la rédaction administrative et les temps verbaux essentiels en français.
- Les possibilités de formation en français ont été déplacées du soir aux heures normales de travail afin d'en améliorer l'accessibilité.
- Le programme Bonjour a été mis à jour et sera relancé à l'automne 2024 avec un nouveau logo, du matériel promotionnel et des indicateurs « Je parle français » pour les membres de la fonction publique. La nouvelle version du programme comprendra aussi une formation en anglais et en français sur l'offre active destinée aux fonctionnaires.
- On a créé une fiche d'information sur la formation en français que les équipes des ressources humaines ont pu remettre aux employées et employés saisonniers et occasionnels nouvellement embauchés, en ciblant principalement les services de première ligne tels que le tourisme.
- Les pages Web qui suivent ont été traduites en français en 2023-2024.
 - Lancement du nouveau site Web de Jobs PEI/Emplois Î.-P.-É. en 2024 :
 - <https://jobspei.ca/francais>
 - <https://jobspei.ca/emplois-sante>
 - <https://jobspei.ca/emplois-gouvernement>
 - <https://jobspei.ca/emplois-ecoles-publiques-de-langue-anglaise>
 - <https://jobspei.ca/pourquoi-travailler>
 - <https://jobspei.ca/Programme-de-stages>
 - <https://jobspei.ca/equite-diversite-inclusion>
 - <https://jobspei.ca/programmes-services-offerts>
 - <https://jobspei.ca/choisissez>
 - <https://jobspei.ca/propos-de-nous>
 - <https://jobspei.ca/presentation-demande>
 - <https://jobspei.ca/preparation-demande>
 - <https://jobspei.ca/questions>
 - <https://jobspei.ca/coordonnees>
 - Suis-je admissible à travailler auprès du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard?
 - Qualités pertinentes pour les emplois au gouvernement provincial
 - Ce qu'on entend par « équivalence » pour les emplois de la fonction publique
 - Processus d'embauche
 - Entrevue de sélection avec la Commission de la fonction publique
 - Diversité sur le lieu de travail
 - Bassin de talents issus de la diversité
 - Programme de diversité en matière d'emploi
 - À propos des groupes désignés liés à la diversité
 - Programmes et services offerts aux employées et employés de la fonction publique
 - Page Web You Matter/Vous comptez – Programme d'aide aux employés
 - Programme de stages du gouvernement de l'Î.-P.-É.
- Le personnel de la Commission de la fonction publique a animé des présentations virtuelles et en personne pour des groupes éducatifs et communautaires. Les présentations portaient sur les postes désignés bilingues dans divers ministères ainsi qu'à Santé Î.-P.-É.
- Du 19 janvier au 26 février 2024, la Commission de la fonction publique a mené une campagne de recrutement en anglais et en français dans le cadre de laquelle des annonces numériques ont été affichées en français sur les pages de résultats de recherche et sur divers sites du réseau Google.
- La Commission de la fonction publique a également collaboré avec le ministère de la Santé et du Mieux-être pour traduire les « fiches de vente » sur les professions de la santé difficiles à recruter qui comprennent des postes désignés, notamment dans les domaines des soins infirmiers et du travail social.

<p>Développement social et Aînés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis 1998, le Secrétariat aux aînés conseille le gouvernement sur les questions actuelles et futures qui préoccupent les personnes âgées. L'un de ses membres représente l'Association des Francophones de l'âge d'or de l'Î.-P.-É. • La Commission d'appel des programmes sociaux doit compter au moins un membre qui parle couramment l'anglais et le français. • Plusieurs publications du Ministère sont disponibles en anglais et en français. C'est le cas, par exemple, du matériel promotionnel des intervenantes-pivots auprès des aînés et du <i>Guide des aînés de l'Île-du-Prince-Édouard</i>. Le Ministère prévoit de publier en français un certain nombre d'autres documents relatifs aux programmes sociaux ainsi qu'à la protection de l'enfance et à la déclaration obligatoire. • Les pages Web concernant le Programme pour l'autonomie des aînés et le Programme de remise sur les appareils auditifs ont été traduites en français. On tâche maintenant de repérer d'autres pages Web de programmes sociaux à faire traduire. • La Division des programmes sociaux a créé une infographie fournissant une brève explication de l'offre active des services en français et les coordonnées à retenir pour les possibilités d'apprentissage du français à l'intention du personnel. • Du personnel bilingue est chargé de vérifier l'admissibilité de la clientèle et d'administrer le Programme pour l'autonomie des aînés. • Tous les communiqués du Ministère sont publiés en anglais et en français.
<p>Transport et Infrastructure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Deux services relevant du Ministère ont été désignés en vertu de la <i>Loi</i> : <ul style="list-style-type: none"> • faire une demande en ligne pour une plaque d'immatriculation personnalisée; • signaler un problème routier ou un problème de circulation par courriel ou message texte. • Le Ministère approfondit son partenariat avec l'organisation Skip the Waiting Room, qui donne la possibilité de prendre rendez-vous pour divers services fournis dans de nombreux centres Accès Î.-P.-É. Skip the Waiting Room est en train de créer une version française de sa plateforme et de ses services, ce qui permettrait de faire des réservations en français pour les services ministériels ancrés dans le système. • Au cours du prochain exercice, on prévoit de désigner certains postes au centre d'appels de Contact Î.-P.-É., un guichet unique permettant aux Insulaires d'obtenir par téléphone des informations sur les programmes et services gouvernementaux. Une fois les postes pourvus, la population francophone bénéficiera d'une meilleure prestation de services et d'informations.
<p>Commission des accidents du travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les documents relatifs au concours vidéo 2024 et au Programme de leadership en santé et sécurité au travail ont été distribués en français aux écoles de la CSLF. En 2023-2024, deux élèves de l'École Évangéline et deux élèves de l'École La-Belle-Cloche ont participé au Programme de leadership en SST. • Les affiches sur les responsabilités en matière de santé et de sécurité au travail sont les plus populaires parmi celles produites par la Commission des accidents du travail (CAT). Les affiches mises à jour ont été fournies en français, de même que les fiches d'information de la campagne <i>What You Don't Know/Ce que vous ignorez</i>. • La CAT a fait traduire 13 communiqués en français pour les transmettre aux médias francophones. En outre, quatre entrevues ont été réalisées en français pour promouvoir les services de la CAT et cinq annonces ont été publiées dans <i>La Voix acadienne</i> au cours de l'exercice.

Main-d'œuvre, Études supérieures et Population

- Le Ministère a mené une consultation sur l'*Employment Standards Act* (loi sur les normes d'emploi) en 2023. On a offert des services d'interprétation en français à l'une des séances de consultation. Le rapport intermédiaire a également été traduit en français.
- Au cours de l'exercice visé, les pages Web suivantes ont été traduites en français pour la première fois :
 - Congé de deuil
 - Congé pour fonctions judiciaires
 - Congé en cas de violence familiale, conjugale ou sexuelle
 - Congé d'urgence
 - Congé en cas de maladie grave d'une ou un enfant
 - Congé en cas de décès ou de disparition d'un enfant dans des circonstances criminelles
 - Congé de réserviste
 - Ouverture des magasins le dimanche
 - Transparence salariale
 - Travail à la pièce
 - Services d'aide à l'emploi
 - Compétences Î.-P.-É.
 - Programme d'apprentissage
 - Métiers désignés à l'Île-du-Prince-Édouard
 - Mention Sceau rouge
 - Programme d'apprentissage pour les jeunes
 - Certification professionnelle
 - Éducation des adultes
 - Connex' Carrière
 - Î.-P.-É. au travail (pour les personnes à la recherche d'un emploi)
 - Travail indépendant Î.-P.-É.
 - Expérience de travail Î.-P.-É. (pour les personnes à la recherche d'un emploi)
 - Expérience de travail Î.-P.-É. (pour les organismes)
- Toutes les ressources offertes sur le Bureau de l'immigration sont disponibles en français.
- Le guide et les fiches d'information sur l'*Employment Standards Act* sont maintenant disponibles en français.
- Le Bureau de l'immigration et la Division de la population et de l'établissement soutiennent activement la stratégie d'immigration francophone de la province.
- La Division de la population et de l'établissement a conclu des accords de financement pluriannuels avec la Coopérative d'intégration francophone de l'Île-du-Prince-Édouard et le Réseau de développement économique et d'employabilité pour soutenir l'immigration, l'établissement et l'entrepreneuriat de francophones.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

PLAN D'ACTION STRATÉGIQUE POUR L'IMMIGRATION FRANCOPHONE

Le Plan d'action stratégique pour l'immigration francophone (la Stratégie) a été annoncé le 8 juin 2023. Il a pour objectifs d'aider à répondre aux besoins en main-d'œuvre des employeurs, de soutenir l'établissement des nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants francophones et de développer la capacité d'accroître l'immigration francophone à l'Île-du-Prince-Édouard.

La Stratégie est mise en œuvre par un comité de gouvernance composé d'institutions gouvernementales clés dont le mandat a un lien avec l'immigration francophone. Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones est l'organisme de coordination chargé d'assurer la mise en place et le bon fonctionnement du comité de gouvernance pangouvernemental. Le comité compte des représentants des institutions gouvernementales suivantes :

- Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones
- Division de la population et de l'établissement, ministère de la Main-d'œuvre, des Études supérieures et de la Population
- Bureau de l'immigration
- Secrétariat au recrutement et au maintien de l'effectif, ministère de la Santé et du Mieux-être
- Division de la dotation, de la classification et du développement organisationnel, Commission de la fonction publique
- Division de l'éducation, des programmes et des services en français, ministère de l'Éducation et de la Petite enfance

Le comité de gouvernance s'est réuni six fois en 2023-2024. Voici les grandes lignes des actions entreprises par le gouvernement pour atteindre les objectifs du plan stratégique au cours de l'exercice visé.

Objectifs	Actions prises en 2023-2024
Objectif 1 : Attirer des gens d'expression française qui veulent immigrer à l'Île-du-Prince-Édouard	
Objectif 1.1 : Exploiter et promouvoir les parcours d'immigration au profit de la communauté d'expression française	<ul style="list-style-type: none">• Le Bureau de l'immigration a organisé plus de 100 séances d'information pour présenter les parcours d'immigration aux employeurs, y compris ceux destinés aux nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants francophones (le programme Mobilité francophone, par exemple).
Objectif 1.2 : Promouvoir et soutenir le recrutement ciblé de personnes d'expression française	<ul style="list-style-type: none">• La Commission de la fonction publique a travaillé à l'acquisition d'un système de suivi des candidates et candidats permettant d'améliorer la capacité à suivre le nombre d'étudiantes et étudiants d'expression française embauchés dans la fonction publique.• Avec l'appui du ministère de la Main-d'œuvre, des Études supérieures et de la Population, du Bureau de l'immigration et du Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones, la CIF et des employeurs ont participé à des missions de recrutement de francophones, dont Destination Acadie (en France et en Belgique) et Destination Canada (en France et au Maroc) en 2023. On compte poursuivre cette approche concertée pour continuer à participer à ces missions. Lors de Destination Canada, on a pu recruter cinq personnes francophones dans le domaine de l'éducation de la petite enfance. Celles-ci arriveront à l'Île au cours de l'année 2024-2025.• La Commission scolaire de langue française (CSLF) a participé à Destination Acadie (2023) avec l'idée de reconnaître des titres de compétences dans le cadre d'un baccalauréat en éducation. À la suite de cette mission, la CSLF a reçu 45 curriculum vitae de personnes certifiées et a embauché trois personnes.• En collaboration avec le registraire du ministère de l'Éducation et de la Petite enfance, la CSLF a dressé une liste non officielle des pays qui satisfont aux exigences d'un baccalauréat en éducation. On y retrouve notamment la Tunisie, l'Algérie, le Liban, la France, la Belgique, le Maroc, la Côte d'Ivoire et le Cameroun.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

<p>Objectif 1.3 : Améliorer l'accès aux services prioritaires et aux infrastructures communautaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> On a préparé du matériel imprimé et des vidéos qui serviront à promouvoir les programmes de haute qualité offerts en français dans le système scolaire provincial. Des travaux sont en cours pour créer des documents d'une page résumant chacun des programmes. Une fois prêtes, ces fiches d'information pourront être distribuées lors des voyages de recrutement internationaux afin de promouvoir les écoles de l'Île. Le programme des monitrices et moniteurs de langue sera promu lors des salons de recrutement Destination Acadie et Destination Canada. Le but est d'attirer des francophones à l'Île, où ces personnes pourraient vouloir devenir éducatrices et éducateurs agréés ou poursuivre d'autres carrières.
<p>Objectif 2 : Aider les nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants d'expression française à s'établir et à rester à l'Île-du-Prince-Édouard</p>	
<p>Objectif 2.1 : Améliorer les services d'établissement en français</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le ministère de l'Éducation et de la Petite enfance a tenu plusieurs réunions avec la CSLF et le centre d'accueil anglais langue additionnelle/français langue additionnelle dans le but d'élaborer un plan pour les écoles franco-phones et de répondre aux besoins des élèves dans ces langues additionnelles. Des travaux sont en cours afin d'adopter une approche d'éducation inclusive pour mettre à jour le modèle d'appui aux élèves immigrants d'expression française dans les écoles francophones de l'Île.
<p>Objectif 2.2 : Aider les immigrantes et immigrants et leurs familles à établir des liens avec les employeurs et l'industrie</p>	<ul style="list-style-type: none"> Tout au long de l'exercice visé, le ministère de la Main-d'œuvre, des Études supérieures et de la Population a travaillé avec la CIF pour établir les paramètres de l'Accord de financement pour l'établissement, l'intégration et la rétention 2024-2028. Cet accord de financement permettra à la CIF de poursuivre son travail et d'offrir des services d'établissement et d'emploi aux nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants francophones. Le Bureau de l'immigration continue de travailler avec les établissements postsecondaires de la province pour appuyer les étudiantes et étudiants étrangers. Des présentations bilingues sont régulièrement organisées en partenariat avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. D'autres présentations sont prévues avec des organisations telles que la CIF, Study & Stay PEI, l'Atlantic Student Development Alliance, l'Association des services aux immigrants et réfugiés de l'Î.-P.-É., les accompagnatrices et accompagnateurs communautaires et les chambres de commerce.
<p>Objectif 2.3 : Améliorer l'accès à l'information pour les employeurs et travailleuses et travailleurs d'expression française</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le ministère de la Main-d'œuvre, des Études supérieures et de la Population a finalisé l'accord de financement avec l'Atlantic Student Development Alliance en mars 2024 pour la période du 1er juin 2023 au 31 mars 2025. L'accord vise à renforcer le rôle des étudiantes et étudiants postsecondaires sur le marché du travail en leur transmettant les compétences, les connaissances et les connexions nécessaires pour faire une contribution significative à l'économie de la province.
<p>Objectif 3 : Développer la capacité d'accroître l'immigration d'expression française à l'Île-du-Prince-Édouard</p>	
<p>Objectif 3.1 : Harmoniser les priorités en matière d'immigration d'expression française avec les priorités générales du gouvernement en matière d'immigration, de population et de développement de la main-d'œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones a ajouté un cinquième poste au Service de traduction afin de pouvoir répondre à la demande en matière de traduction, y compris pour des documents liés aux efforts de recrutement international et d'établissement. Grâce à sa présence lors de l'élaboration des stratégies provinciales en matière de logement et de population, le comité de gouvernance a veillé à l'harmonisation de la Stratégie avec les objectifs et les priorités plus larges du gouvernement.
<p>Objectif 3.2 : Favoriser les partenariats et améliorer la coordination</p>	<ul style="list-style-type: none"> On a formé le comité de gouvernance responsable de la mise en œuvre de la Stratégie.
<p>Objectif 3.3 : Prendre compte de la recherche et de l'information dans les décisions</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le comité de gouvernance a veillé à ce que les grandes lignes présentées dans ce tableau soient communiquées après la première année de mise en œuvre de la Stratégie.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

CAPACITÉ DES RESSOURCES HUMAINES DU GOUVERNEMENT

La prestation de services en français par les institutions gouvernementales s'appuie en partie sur la disponibilité du personnel bilingue. La Commission de la fonction publique est responsable de faire la liste, pour la fonction publique et Santé Î.-P.-É., des postes désignés bilingues et des employées et employés bilingues n'occupant pas un poste désigné.

L'effectif bilingue (c'est-à-dire la somme des employées et employés occupant des postes désignés bilingues et des personnes bilingues n'occupant pas de postes désignés) a augmenté de façon constante depuis que l'on a commencé à rendre compte de l'application de la *Loi* il y a dix ans.

Le nombre de postes désignés bilingues a aussi progressé de façon générale, mais ce nombre a tendance à fluctuer d'une année à l'autre en fonction des besoins opérationnels.

D'ailleurs, le nombre d'employées et employés bilingues n'occupant pas un poste désigné bilingue a également suivi une tendance à la hausse, avec quelques variations occasionnelles. Dans certains cas, les variations s'expliquent par le fait que des postes précédemment non désignés occupés par des personnes bilingues sont désignés, ou que des personnes bilingues occupant des postes non désignés passent à des postes désignés par l'entremise de concours, de prêts de service ou d'autres processus de ressources humaines. Dans de tels cas, ces personnes seraient désormais comptabilisées dans la catégorie « Postes désignés bilingues » et non plus dans la catégorie « Employées et employés bilingues n'occupant pas un poste désigné bilingue ».

Employées et employés bilingues du gouvernement de l'Î.-P.-É.	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Postes désignés bilingues	148	138	141	159*	161
Employées et employés bilingues ¹ n'occupant pas des postes désignés	211	226	233	212*	226
Total	359	364	374	371	387

¹ Les employées et employés bilingues sont les personnes dont les compétences orales en français ont été évaluées par la Commission de la fonction publique et qui ont atteint le niveau « Intermédiaire plus » ou un niveau plus élevé.

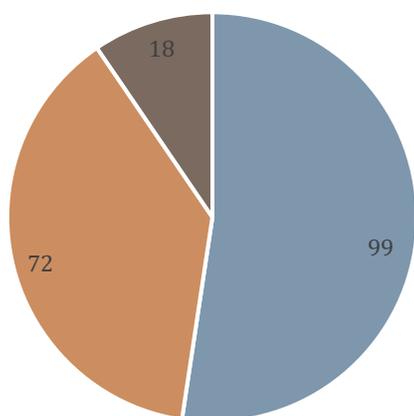
*Les chiffres pour 2022-2023 ont été révisés pour rectifier une erreur de tabulation repérée lors de la validation des données pour 2023-2024.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

En 2023-2024, on compte 52 évaluations de la compétence orale, soit le même nombre qu'en 2022-2023. Quarante-huit de ces évaluations ont été réalisées aux fins de dotation, tandis que quatre autres ont été réalisées sur une base volontaire.

Au cours de l'exercice 2023-2024, les employées et employés du gouvernement ont eu l'occasion de participer à divers cours de formation en français de niveau débutant, intermédiaire et avancé. Ces cours étaient donnés par l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et répartis en sept cours de 10 semaines (un semestre) et deux cours de 20 semaines (deux semestres). On a accepté 189 participantes et participants pour ce type de formation, contre 145 en 2022-2023.

Inscriptions aux cours semestriels par niveau



■ Débutant ■ Intermédiaire ■ Avancé



LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Lors de l'exercice visé, on a offert pour la première fois des ateliers thématiques d'une demi-journée auxquels les employés et employées pouvaient s'inscrire en fonction de la nature de leur travail ou pour cibler des objectifs d'apprentissage spécifiques. Voici les ateliers proposés en 2023-2024 :

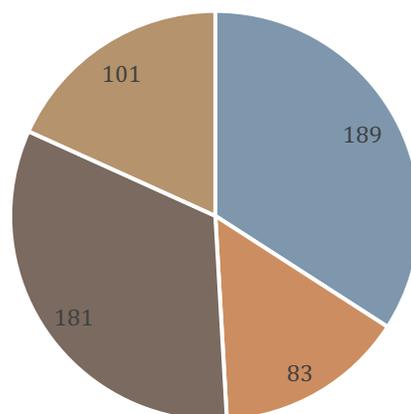
- L'art de la communication : faire la différence dans le service aux clients
- Écrire efficacement en français : lettres et courriers électroniques
- Maîtrise des temps verbaux en français – 1er atelier
- Maîtrise des temps verbaux en français – 2e atelier
- La communication inclusive en français

On a accepté un total de 83 inscriptions à ces ateliers.

En plus des cours de français plus traditionnels et des ateliers thématiques, la Commission de la fonction publique a offert des abonnements à Babel aux employées et employés de la fonction publique et de Santé Î.-P.-É. qui sont régulièrement en contact avec le public. Au total, 181 personnes ont saisi cette occasion d'autoapprentissage.

La Commission de la fonction publique a aussi collaboré avec l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard afin d'offrir des groupes de conversation virtuels. La cohorte étudiante inscrite au programme d'éducation de l'université a animé les séances de 30 et 45 minutes proposées aux employées et employés débutants, intermédiaires ou avancés pour un total de seize séances par semaine. L'université a aussi offert un test de niveau pour aider les participantes et participants à choisir le bon groupe en fonction de leur niveau de compétence en français. Les groupes de conversation ont rapporté 101 inscriptions en 2023-2024.

Formation en français par type



■ Cours traditionnels ■ Ateliers thématiques ■ Babel ■ Groupes de conversation virtuels

Enfin, le Programme d'incitatifs à la formation en français a été lancé à l'automne 2023 pour renforcer la capacité bilingue dans l'ensemble du gouvernement, augmenter les taux d'inscription aux cours de français et augmenter les taux d'achèvement de ces cours. Dans le cadre du programme, les membres de la fonction publique qui suivent une formation en français sont maintenant admissibles à obtenir une somme d'argent à la fin du cours. Ce parcours de formation incite les employées et employés à perfectionner leurs compétences en français en offrant des incitatifs croissants à chaque niveau. De nombreuses personnes se sont inscrites aux deux semestres d'automne et d'hiver.

En plus d'encourager l'acquisition de nouvelles compétences en français, le programme d'incitatifs comporte un volet axé sur le maintien des compétences existantes. Le programme de maintien s'adresse aux employées et employés bilingues, notamment les personnes qui ont terminé un programme d'immersion en français et les membres de la communauté acadienne et francophone qui n'ont pas fréquemment l'occasion de parler en français. Les personnes inscrites au programme de maintien devaient participer à dix groupes de conversation virtuels et à deux ateliers d'une demi-journée de leur choix entre octobre 2023 et mars 2024 pour avoir droit à un incitatif financier.

Le lancement du Programme d'incitatifs à la formation en français a eu un impact remarquable sur les taux d'inscription et d'achèvement des cours de français. De 2022-2023 à 2023-2024, les demandes d'inscription ont augmenté de près de 200 % pour les cours de français semestriels. Bien que toutes les inscriptions n'ont pu être retenues, on a ajouté des cours supplémentaires de niveau débutant en réponse à la demande accrue et d'autres cours encore seront ajoutés en 2024-2025. Les taux d'achèvement se sont élevés à 91 %.

Au total, le programme a versé 143 paiements pour les semestres d'automne (2023) et d'hiver (2024).

« Je suis très reconnaissante d'avoir eu l'occasion d'améliorer mes compétences en français grâce à ce programme. Le sens de la communauté et l'enseignement de qualité en ont fait une expérience très positive. Le programme m'aide à prendre confiance en mes compétences, tandis que l'incitatif financier m'a d'abord encouragée à m'inscrire. Je suis heureuse de constater que le développement des compétences en français est valorisé et qu'il constitue une priorité. » – Sarah Pendergast, travailleuse sociale de l'équipe ressource au sein du ministère du Développement social et des Aînés

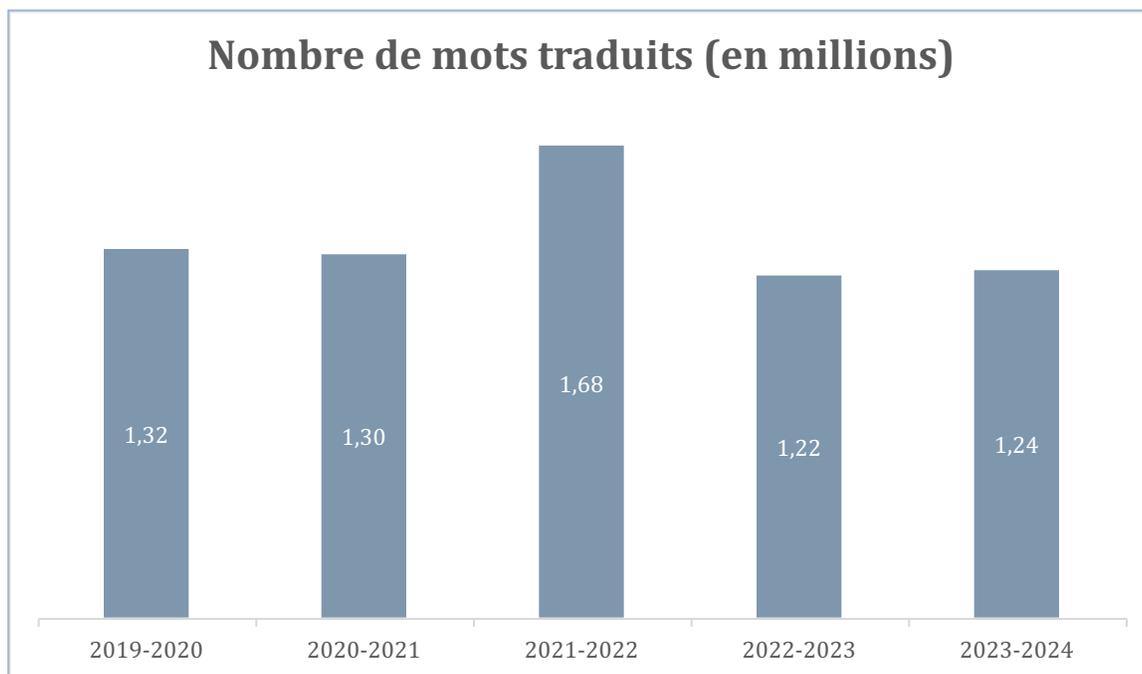
Le programme de maintien et les ateliers thématiques d'une demi-journée ont été bien accueillis et se poursuivront donc au cours du prochain exercice. De nouveaux sujets seront présentés lors des ateliers. La décision d'offrir les cours pendant les heures normales de travail a suscité des commentaires extrêmement positifs de la part des employées et employés et a contribué à l'augmentation des taux d'inscription et d'achèvement à la suite du lancement du programme d'incitatifs. Cette approche gagnante sera encore à privilégier en 2024-2025.

SERVICE DE TRADUCTION

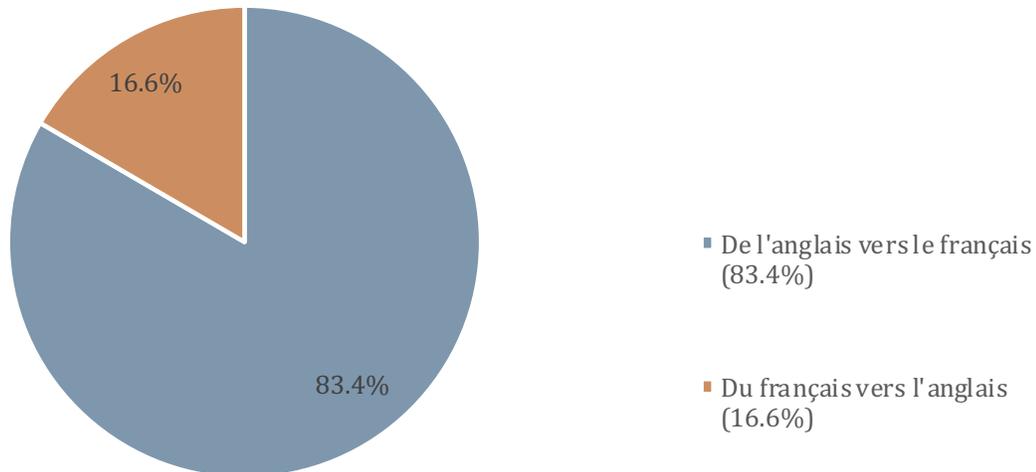
Le Service de traduction du gouvernement provincial joue un rôle clé dans l'offre de services en français par les institutions gouvernementales. En effet, le Service permet aux institutions gouvernementales d'accroître la quantité d'information offerte en français. En 2023-2024, le Service de traduction a traduit 1 243 918 mots, dont 83,4 % de l'anglais vers le français et 16,6 % du français vers l'anglais. Le Service a reçu un total de 2 385 demandes de traduction. Le délai d'exécution était inférieur à 48 heures pour plus de 47 % de ces demandes.

De nombreux types de documents sont traduits chaque année, y compris des communiqués, des avis publics, des documents de consultation et des guides sur un large éventail de sujets. Un accent particulier est mis sur la traduction de contenu Web et de documents liés aux priorités de la communauté acadienne et francophone en matière de services en français. Le présent rapport comporte des images des pages couvertures de certains documents traduits en 2023-2024 pour donner une idée de la nature variée de l'information diffusée en français.

La traduction du français à l'anglais peut être nécessaire lorsque le gouvernement reçoit de la correspondance, des formulaires ou des rapports du public ou d'organismes communautaires francophones de l'Île-du-Prince-Édouard. Il s'agit parfois de traduire des dossiers médicaux créés en français à l'extérieur de la province. De temps à autre, il faut aussi faire traduire du contenu du français vers l'anglais pour appuyer la participation du gouvernement de l'Île aux tables et groupes de travail fédéraux-provinciaux-territoriaux.



Pourcentage de mots traduits selon la langue source et la langue cible



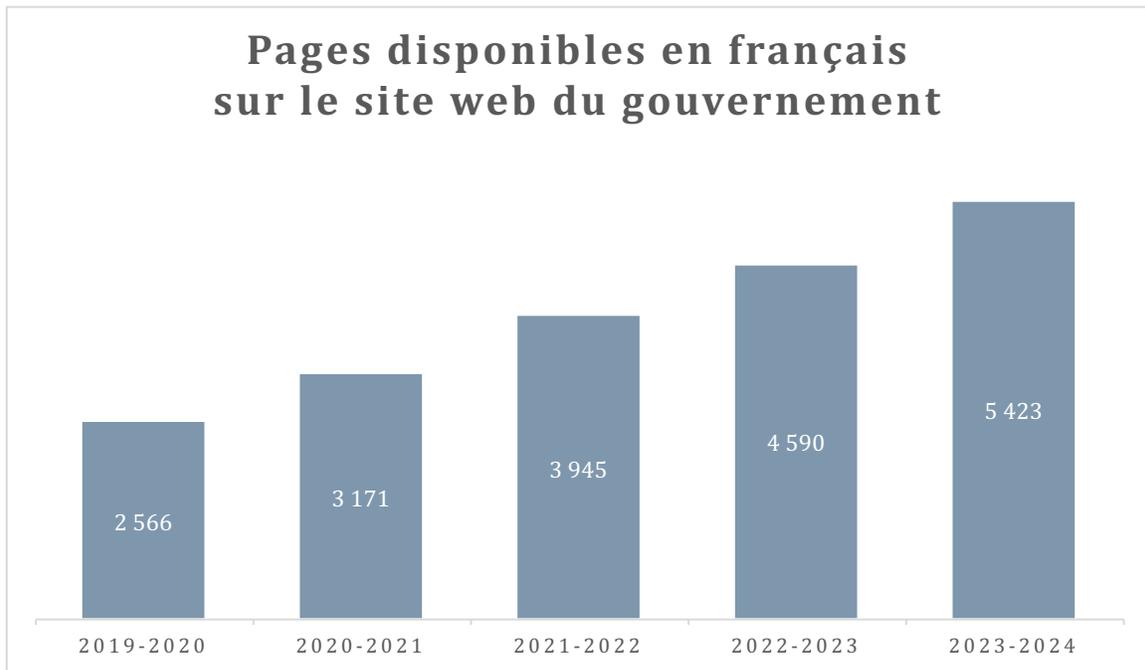
SITE WEB DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Le site Web du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard demeure la plateforme principale qui permet d'augmenter l'accès à l'information en français, un secteur prioritaire pour la communauté acadienne et francophone. Le gouvernement s'appuie sur son site Web pour publier des renseignements sur les programmes et services gouvernementaux ainsi que pour donner accès aux services en ligne.

En date du 31 mars 2024, le site Web comptait 5 423 pages en français, soit une hausse par rapport aux 4 590 pages accessibles en 2022-2023. On dénombrait un total de 22 360 pages Web au 31 mars 2024 (7 % de plus qu'en 2022-2023, lorsqu'on en comptait 20 897), ce qui signifie que 24,3 % du site Web était accessible en français à ce moment-là.

Le nombre de pages en français a augmenté tant en chiffres absolus qu'en pourcentage du nombre total de pages.

Pages disponibles en français sur le site web du gouvernement



Pourcentages de pages disponibles en français sur le site Web du gouvernement



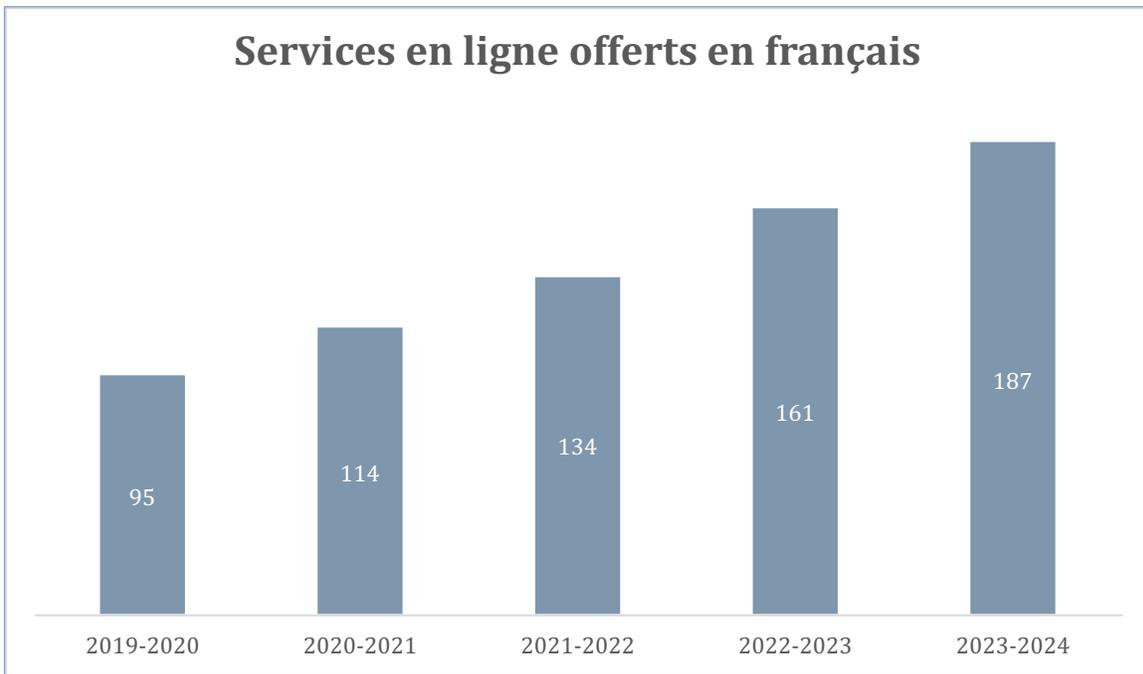
LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Le site Web permet également d'offrir des services en ligne en français. En date du 31 mars 2024, le site Web comptait 187 services en ligne en français, soit une hausse par rapport aux 161 services accessibles en 2022-2023. Les institutions suivantes ont ajouté de nouveaux services en ligne en français lors de l'exercice visé :

- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et du Commerce
- Ministère de l'Éducation et de la Petite enfance
- Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de l'Action climatique
- Ministère des Finances
- Ministère de la Santé et du Mieux-être
- Santé Î.-P.-É.
- Ministère du Logement, des Terres et des Communautés
- Innovation Î.-P.-É.
- Commission de la fonction publique
- Ministère du Développement social et des Aînés
- Ministère des Transports et de l'Infrastructure
- Ministère de la Main-d'œuvre, des Études supérieures et de la Population

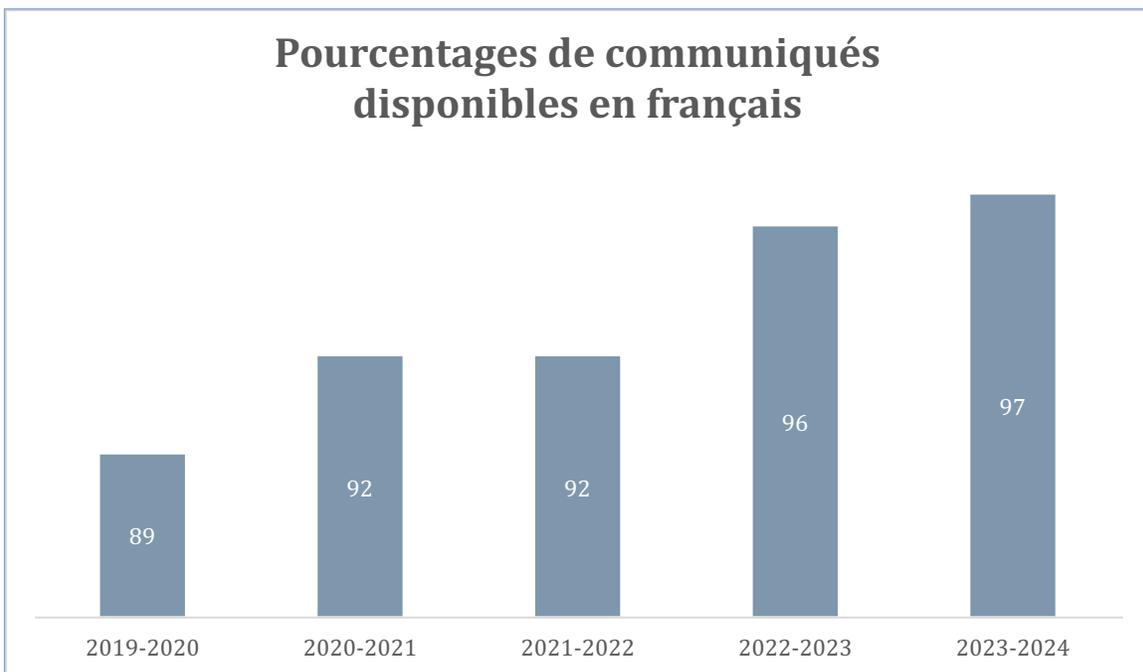
Voici certains des services en ligne qu'on a lancés en français en 2023-2024 :

- Request health and medical record / Demander un dossier médical ou de santé
- PEI Biosimilar Initiative / Initiative sur les médicaments biosimilaires de l'Î.-P.-É.
- Health Care Graduates Expression of Interest for Employment / Manifestation d'intérêt pour un emploi des diplômés et diplômées en soins de santé
- English Language Test Fee Reimbursement for RNs and LPNs / Remboursement pour les frais de test d'anglais des IA (infirmière autorisée / infirmier autorisé) et des IAA (infirmière auxiliaire autorisée / infirmier auxiliaire autorisé)
- Internationally Educated Nurses Bursary Program Reimbursement / Programme de remboursement à l'intention des infirmières et infirmiers formés à l'étranger
- Apply for Internationally Educated Early Childhood Certification / Faire une demande de certification d'éducateur/éducatrice de la petite enfance formé à l'étranger
- Early Learning and Child Care Business Plan Grant / Subvention pour la réalisation d'un plan d'affaires en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants
- Send Early Years Feedback and Complaints Online / Formulation de rétroaction et de plaintes en ligne à propos des services de garde
- Request Driver Abstract / Demande de résumé des antécédents de conduite
- Prince Edward Island Arts Awards / Prix des arts de l'Île-du-Prince-Édouard
- Arts Grants Call for Applications for Gender-Based Violence Prevention Projects / Subventions aux arts : appel de projets axés sur la prévention de la violence fondée sur le genre
- Naming or Renaming a Place in PEI / Nommer ou renommer un lieu à l'Î.-P.-É.
- Apply to the PEI Climate Challenge Fund / Faire une demande au Fonds de réponse aux défis climatiques
- PEI – 2 Billion Trees Landowner Application / Demande de propriétaire foncier auprès du programme 2 milliards d'arbres – Î.-P.-É.
- PEI – 2 Billion Trees Program: Municipal Stream Planting Application / Programme 2 milliards d'arbres – Î.-P.-É. : Demande de plantation, volet municipal



NOUVELLES DU GOUVERNEMENT EN FRANÇAIS

Au cours de l'exercice 2023-2024, le gouvernement a diffusé 392 communiqués en français sur un total de 404, soit 97 %. Il s'agit d'une augmentation par rapport aux années précédentes où les pourcentages étaient les suivants : 2022-2023, 96%; 2021-2022, 92%; 2020-2021, 92%; 2019-2020, 89%. Ces communiqués ont fourni des informations importantes sur les services et les programmes du gouvernement.



Prochaines Étapes

En poursuivant sa collaboration avec les institutions gouvernementales assujetties à la *Loi*, le Secrétariat aux affaires acadiennes et francophones mettra à profit les progrès réalisés en 2023-2024 et la désignation de 21 nouveaux services en vertu de la *Loi* pour **désigner d'autres services** en 2024-2025. Comme toujours, ces efforts seront motivés à la fois par les priorités de la communauté acadienne et francophone en matière de services et par la capacité du gouvernement. Désormais, ce travail sera aussi éclairé par les renseignements tirés de l'inventaire des services en français réalisé cette année.

Durant le prochain exercice, le Secrétariat continuera d'**appuyer le Comité consultatif de la communauté acadienne et francophone (CCCAF)** dans ses recherches pour l'élaboration d'un autre rapport thématique faisant état des défis et des solutions possibles que le gouvernement pourrait adopter dans un domaine de services prioritaires pour la communauté. En 2024-2025, les rapports porteront sur les services de santé et de bien-être offerts en français aux aînées et aînés de la province et examineront le continuum de la santé sous plusieurs angles. Le Secrétariat sera aussi là pour appuyer le CCCAF dans la prochaine consultation de la communauté acadienne et francophone sur les services prioritaires qui prendra la forme d'un sondage au printemps 2026.



Comme indiqué précédemment, l'**Entente Canada-Î.-P.-É. relative aux services dans la langue de la minorité 2023-2024 à 2027-2028** sera signée au début de l'exercice 2024-2025. Les négociations ont donné lieu à des fonds supplémentaires importants pour le développement, le maintien et l'amélioration des programmes et des services en français. Une boîte à outils expliquant chaque étape sera préparée pour guider les institutions gouvernementales qui prépareront une demande de financement dans le cadre de l'Entente afin d'entreprendre des initiatives en matière de services en français. Pareillement, les négociations en vue de la signature d'un nouvel Accord de coopération et d'échanges entre le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard devraient débiter en 2024-2025.

Le Secrétariat poursuivra son travail avec la Commission de la fonction publique (CFP) afin d'offrir la **formation sur l'offre active** aux membres de la fonction publique. Le programme de formation sur l'offre active vise à outiller les employées et employés et leur communiquer des pratiques exemplaires pour faire une offre active des services en français. La conception du programme a été entreprise en 2023-2024, et son lancement est prévu pour 2024-2025. Quant au **Programme d'incitatifs** à la formation en français, un lancement réussi au cours de l'exercice visé permettra de prolonger le projet en 2024-2025. La CFP offrira des **cours de français supplémentaires** en 2024-2025 pour répondre à la demande croissante.

Avec l'appui des coordonnatrices et coordonnateurs des services en français, le Secrétariat compte officialiser le **mandat du Comité des coordonnatrices et coordonnateurs des services en français** afin de mieux définir le rôle et les responsabilités des membres du comité. Le Secrétariat créera aussi une **trousse pour guider les coordonnatrices et coordonnateurs dans toutes les étapes du traitement d'une plainte déposée en vertu de la Loi**. La trousse décrira en détail les obligations et les meilleures pratiques en matière de traitement des plaintes et fournira des modèles de courriels et des lettres types afin d'uniformiser les communications avec les plaignants.

Le Secrétariat prévoit également d'organiser un premier **atelier pour les membres bilingues de la fonction publique provinciale** en 2024-2025 et d'ensuite refaire l'activité chaque année. L'atelier portera entre autres sur l'offre active des services en français, l'utilisation optimale du Service de traduction et des outils linguistiques, l'amélioration de la connaissance du français, le maintien des compétences linguistiques et la communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard.

Le gouvernement continuera à faire avancer le **Plan d'action stratégique pour l'immigration francophone** lancé en 2023-2024. Au cours du prochain exercice, le comité de gouvernance poursuivra la mise en œuvre du plan d'action en se concentrant sur ses trois piliers :

- Attirer des gens d'expression française qui veulent immigrer à l'Île-du-Prince-Édouard pour soutenir la viabilité de la communauté d'expression française.
- Aider les nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants d'expression française à s'établir et à rester à l'Île-du-Prince-Édouard en créant un sentiment d'appartenance à la communauté et en leur offrant des possibilités de vivre et de travailler en français.

LOI SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

- Développer la capacité d'accroître l'immigration d'expression française, de favoriser la diversité de la main-d'œuvre et de maintenir la communauté et la culture acadiennes et francophones à l'Île-du-Prince-Édouard.

Le comité de gouvernance s'attardera aussi à travailler en partenariat avec les acteurs de l'immigration francophone et a déjà prévu de participer à la réunion annuelle du Réseau d'immigration francophone au printemps 2024 pour présenter la Stratégie.

Enfin, pour remplir son mandat avec succès, le Secrétariat devra **maintenir une communication ouverte et des relations productives avec la communauté acadienne et francophone de l'Île**, ainsi qu'avec les coordonnatrices et coordonnateurs des services en français, les équipes de prestation de programmes et la haute direction des institutions assujetties à la *Loi*.



Inclusion, représentation, leadership



2023 - 2028

Plan d'action en matière de
lutte contre le racisme pour
l'Île-du-Prince-Édouard



Coordonnées

Loi sur les services en français

C.P. 58, Wellington (Î.-P.-É.) C0B 2E0

Téléphone : 902-854-7446

Télécopieur : 902-854-7255

Courriel : bonjour@gov.pe.ca

<https://www.princedwardisland.ca/en/topic/acadian-and-francophone-affairs>

<https://www.princedwardisland.ca/fr/sujet/affaires-acadiennes-et-francophones>

